SENAT DE BELGIQUE.

SÉANCE DU 3 JUIN 1853.

Rapports faits, au nom de la Commission des Naturalisations, sur des demandes de Naturalisation ordinaire.

Présents : MM. D'OMALIUS D'HALLOY, Président ; GILLÈS DE S'GRAVENWEZEL, SAVART, le Baron DE TORNACO, et VAN SCHOOR, Secrétaire.

I.

Par M. D'OMALIUS D'HALLOY, sur la demande du sieur PIERRE JEAN DERIDDER, tambour détaché à l'école militaire.

(Voir le n° 256, de la Chambre des Représentants.)

MESSIEURS,

Le sieur Deridder (Pierre-Jean) est né, en 1813, à Dunkerque, d'une mère belge, qui est revenue habiter la Belgique peu après la naissance du pétitionnaire. Celui-ci a servi dans la garde civique de Bruxelles en 1830, et, appelé en 1832, par la loi sur la milice nationale, à faire partie de l'armée, il est demeuré au service depuis cette époque ; il est maintenant attaché en qualité de tambour à l'école militaire.

Les renseignements fournis sur le sieur Deridder sont très-favorables, et s'il avait fait valoir ses droits, en temps utile, il aurait été reconnu en qualité de Belge. D'un autre côté, il a droit de jouir de la remise des frais d'enregistrement, aux termes du n° 2 de la loi du 15 février 1844.

Sa demande a été prise en considération par la Chambre des Représentants, à la majorité de 41 suffrages contre 31.

II.

Par M. D'OMALIUS D'HALLOY, sur la demande du sieur JEAN PIERRE DEIS, préposé des douanes à La Planck (Liège).

(Voir le n° 256 de la Chambre des Représentants.)

MESSIEURS,

Le sieur Deis (Jean-Pierre), né à Grevenmacher, grand-duché de Luxembourg, en 1810, a pris du service dans l'armée belge en 1830 et est actuellement préposé de l'administration des douanes à La Planck, province de Liège.

mais il a négligé de faire la déclaration prescrite par la loi du 4 juin 1839 pour conserver la qualité de Belge.

Les renseignements fournis sur le pétitionnaire sont favorables et sa demande a été prise en considération par la Chambre des Représentants à la majorité de 49 voix contre 33.

Les dispositions du n° 1 de la loi du 15 février 1844 étant applicables au sieur Deis, il a droit d'obtenir la naturalisation avec exemption des frais d'enregistrement.

III.

Par M. D'OMALIUS D'HALLOY sur la demande du sieur JACQUES-PIERRE-ARNOULD FRANCK, maréchal-des-logis au régiment des Guides.

(Voir le n° 175 de la Chambre des Représentants.)

MESSIEURS,

Le sieur Franck (Jacques-Pierre-Arnould), maréchal-des-logis au régiment des Guides, est né à Eysden, duché de Limbourg, et s'est enrôlé en 1846, dans l'armée belge, après avoir satisfait à la milice dans son pays, mais il a perdu de vue, lors de sa majorité, la disposition de la loi du 4 juin 1839 qui l'autorisait à faire une déclaration pour récupérer la qualité de Belge.

Ce jeune militaire a reçu une éducation soignée et les renseignements fournis par ses chefs sont des plus favorables. Sa demande en naturalisation a été prise en considération par la Chambre des Représentants à la majorité de 61 voix contre 11.

IV.

Par M. D'OMALIUS D'HALLOY, sur la demande du sieur FRANÇOIS-HENRI BERRINGER, agent de police à Bruxelles.

(Voir le n° 415 de la Chambre des Représentants.)

MESSIEURS,

Le sieur Berringer (François-Henri) est né à Luxembourg, en 1818, d'un père qui s'est établi peu de temps après sur le territoire actuel de la Belgique; il a servi honorablement pendant huit ans dans l'armée belge et il exerce maintenant les fonctions d'agent de police à Bruxelles, mais il a omis de faire la déclaration prescrite par la loi du 4 juin 1839, pour conserver la qualité de Belge.

Les renseignements fournis sur le pétitionnaire sont très-favorables et sa demande en naturalisation a été prise en considération par la Chambre des Représentants, à la majorité de 34 voix contre 22.

Le n° 2° de l'art. 2 de la loi du 15 février 1844 étant applicable au pétitionnaire, il a droit d'obtenir la naturalisation avec exemption des frais d'enregistrement.

(3)

V.

Par M. le Baron De Tornaco, sur la demande du sieur GEORGE-CHRISTOPHE-GUILLAUME MÖHL, professeur à l'Athénée de Bruxelles.

(Voir le n° 39 de la Chambre des Représentants.)

MESSIEURS,

Par requête en date du 23 mars 1852, le sieur George-Christophe-Guillaume Möhl a demandé la naturalisation ordinaire.

Le pétitionnaire est né à Wetter dans la Hesse Électorale, le 13 décembre 1817; il est venu en Belgique en 1841, et y a été chargé de l'éducation des deux fils de M. le Vicomte de Grimberghe, charge dont il s'est acquitté à la grande satisfaction de ce dernier.

Le sieur Möhl épousa, en 1844, une femme belge dont il a conservé plusieurs enfants. Après avoir exercé quelque temps le professorat à l'école centrale de commerce et d'industrie, à Schaerbeek, il fut nommé le 15 septembre 1851, professeur d'allemand à l'athénée de Bruxelles.

Le sieur Möhl se soumet au paiement du droit d'enregistrement imposé par la loi du 15 février 1844.

Messieurs, tous les renseignements que votre Commission a obtenus touchant la manière dont le pétitionnaire a rempli les diverses fonctions dont il a été chargé lui sont favorables. Sa demande a été prise en considération par la Chambre des Représentants, dans la séance du 1^{er} février 1853, à la majorité de 37 suffrages contre 17.

Quelques doutes ayant été élevés sur les antécédents du sieur Möhl, votre Commission a voulu les dissiper, elle a réclamé toutes les pièces dont elle a cru avoir besoin, et après un examen scrupuleux, elle a reconnu que ces doutes n'avaient aucun fondement.

VI.

Par M. GILLÈS DE S'GRAVENWESEL, sur la demande du sieur ÉDOUARD CARIMANTRAND, teneur de livres à Couvin, province de Namur.

(Voir le n° 27 de la Chambre des Représentants et le n° 64 du Sénat, session 1851-1852.)

MESSIEURS,

Le sieur Carimantrand, né le 12 novembre 1828, à Raveau, département du Nièvre, est venu à l'âge de 8 mois avec sa mère et son grand père habiter la commune de Couvin, où il a demeuré depuis cette époque; il y exerce la profession de teneur de livres et remplit les fonctions de secrétaire communal adjoint. — Le pétitionnaire avait déjà fait une demande tendant à obtenir la naturalisation ordinaire, et cette demande avait été admise à la Chambre des Représentants par 48 suffrages contre 17. Moins heureux devant le Sénat le pétitionnaire vit, le 29 mars 1852, sa requête repoussée par parité de voix, 16 contre 16.

Le sieur Carimantrand, désireux d'avoir une patrie, adresse une nouvelle

requête au Sénat pour prier cette assemblée de revenir de sa décision, afin d'obtenir la qualité de Belge ayant perdu sa nationalité en France par le fait *d'avoir pris du service en Belgique*.

Il appuie cette demande de plusieurs documents nouveaux émanant des autorités locales qui lui sont toutes favorables.

Votre Commission a donc l'honneur de vous proposer, Messieurs, de porter le pétitionnaire sur un des premiers feuillets de naturalisation.

VII.

Par M. GILLÈS DE S'GRAVENWEZEL, sur la demande du sieur ARMAND-ALPHONSE CLEBSATTEL DE CERNAY, propriétaire à Fraineux (Liège).

(Voir le n° 256 de la Chambre des Représentants.)

MESSIEURS,

Le pétitionnaire est né à Metz, le 12 octobre 1812, d'un père français et d'une mère d'origine belge. Cette dame, ayant des propriétés assez considérables en Belgique, situées dans la commune de Yernée Fraineux, canton de Nandrin, province de Liège, elle vint s'y fixer en 1838, après le décès de son mari. Le sieur De Cernay habite avec sa mère cette localité depuis environ douze ans. Il s'est marié avec une femme belge dont il a deux enfants.

La position du pétitionnaire est indépendante, et il prend l'engagement de payer le droit d'enregistrement établi par la loi du 15 février 1844. Parmi les pièces du dossier se trouve la preuve que le pétitionnaire a satisfait aux lois sur le service militaire.

La demande du sieur De Cernay a été favorablement accueillie de la Chambre des Représentants par 59 suffrages contre 13.

VIII.

Par M. GILLÈS DE S' GRAVENWESEL, sur la demande du sieur JOSSE CONSTANT D'HALLUIN, sergent-major au régiment des grenadiers.

(Voir le n° 256 de la Chambre des Représentants.)

MESSIEURS,

Le pétitionnaire est né à Roubaix (département du Nord, France) le 22 décembre 1816. Sa famille vint habiter la Belgique en 1831. Le sieur d'Halluin demeura dans ce pays depuis lors. En 1837 il entra au service comme milicien de la levée de 1835 et n'a pas cessé d'appartenir à l'armée belge : il est actuellement sergent-major au régiment des grenadiers, en garnison à Bruxelles.

La demande du sieur d'Halluin est appuyée par une lettre de M. le Ministre de la Guerre qui atteste la bonne conduite et les services rendus par le pétitionnaire; il conste par les autres pièces à l'appui de la demande, qu'il habite la Belgique depuis 22 années et qu'il a tenu constamment une conduite irréprochable.

Sa requête, fortement appréciée par la Commission de naturalisations, a été accueillie à la Chambre des Représentants par 42 suffrages contre 30.

IX.

Par M. VAN SCHOOR, sur la demande du sieur THADÉE TERLECKI, employé à l'administration des chemins de fer de l'État à Bruxelles.

(Voir le n° 252 de la Chambre des Représentants, et le n° 128 du Sénat, session 1850-1851.)

MESSIEURS,

Vous avez renvoyé à votre Commission des naturalisations, une pétition que vous a adressée, le 23 février dernier, le sieur Terlecki, commis de 2^e classe à l'administration des chemins de fer de l'État. Le pétitionnaire vous supplie de vouloir bien revenir sur la résolution par laquelle, à la majorité de 19 suffrages contre 15, vous vous êtes refusé à prendre en considération sa demande en naturalisation ordinaire, qui avait reçu un accueil favorable de la part de la Chambre des Représentants.

Le sieur Terlecki, se trouvant par suite de votre décision menacé de perdre la position qu'il occupe, a cru pouvoir de nouveau faire un appel à vos sentiments de bienveillance, il espère qu'en présence de la marque nouvelle de satisfaction qu'il vient de recevoir de ses supérieurs, vous vous sentirez peut-être disposés à revenir sur une première résolution.

Le sieur Terlecki, né à Uniz (Pologne), le 26 octobre 1802, habite la Belgique depuis 1833. Arrivé trop tard pour pouvoir, comme ses compagnons d'infortune, être admis dans les rangs de l'armée, il fut d'abord employé comme commis par un de nos honorables industriels, et parvint, en 1838, à obtenir une place de troisième commis dans l'administration des chemins de fer de l'État. Depuis cette époque il n'a cessé de faire partie de cette administration, et il y occupe un poste de confiance.

Ses chefs le recommandent à la bienveillance de la législature, et les autorités consultées estiment qu'il mérite, sous tous les rapports, la faveur qu'il sollicite; il s'est engagé, à payer le cas échéant, le droit d'enregistrement.

Votre Commission prenant en considération que le pétitionnaire a fait valoir de nouveaux motifs à l'appui de sa demande, et qu'en présence de la manière bienveillante dont la législature vient de traiter les officiers polonais, il y a lieu de la mettre à même de pouvoir également donner une marque de bienveillance à un homme qui appartient à la même nationalité, et qui, n'ayant pu être admis dans les rangs de l'armée, n'en est pas moins un employé de l'État, croit devoir s'écarter de sa jurisprudence et venir vous proposer d'inscrire le nom du pétitionnaire sur un des premiers bulletins de prise en considération.

X.

Par M. VAN SCHOOR, sur la demande du sieur CHARLES-LOUIS-JOSEPH FEYS, caporal au 8^e régiment de ligne.

(Voir le n° 257 de la Chambre des Représentants.)

MESSIEURS,

Le sieur Feys, Charles-Louis-Joseph, caporal au 8^e régiment de ligne, s'adresse à la législature afin de pouvoir, au moyen de la naturalisation ordi-

naire, recouvrer la qualité de Belge qu'il a perdue par une imprudence de jeunesse.

Feys, fils d'un ancien capitaine pensionné, est né à Ypres, le 6 mars 1820; entré dans l'armée belge à l'âge de 14 ans, il fut successivement nommé caporal, sergent-fourrier et sergent. Occupant ce dernier grade, en avril 1842, il abandonna son drapeau pour s'enrôler en France dans la légion étrangère, où il parvint également au grade de sergent. Honorablement libéré du service de France, il revint dans sa patrie, où il fut condamné à un mois de prison et à 6 mois de privation de cocarde ; cette dernière partie de la peine lui fut remise par arrêté royal. Rentré dans son ancien régiment, il y occupait, à la date de sa demande, le grade de caporal.

Le sieur Feys s'est engagé, le cas échéant, à payer le droit d'enregistrement.

Ses chefs déclarent que maintenant sa conduite est excellente. Les autorités consultées estiment qu'eu égard à ce témoignage et au caractère de son père, ancien officier retraité, ainsi qu'au repentir sincère manifesté par le pétitionnaire, il y a lieu d'accueillir favorablement sa demande.

Votre Commission croit ne pas devoir être plus sévère que la Chambre des Représentants et estime qu'il y a lieu de rendre au sieur Feys, au moyen de la naturalisation ordinaire, une partie des droits qu'il a perdus par suite d'un coup de tête qu'il paraît avoir bien expié.

Sa demande a été prise en considération, par la Chambre des Représentants, dans sa séance du 18 mai 1853, à la majorité de 57 suffrages contre 15.

XI.

Par M. VAN SCHOOR, sur la demande du sieur JOSEPH BEUTTENAEERE, soldat au 1^{er} régiment d'artillerie.

(Voir le n° 257 de la Chambre des Représentants.)

MESSIEURS,

Jean-Joseph Beuttenaere, soldat au 1^{er} régiment d'artillerie, demande à récupérer la qualité de Belge qu'il a perdue pour avoir pris du service militaire à l'étranger, sans l'autorisation du Roi.

Le pétitionnaire est né à Wervicq (Belgique), le 16 février 1826, et est entré au service belge, le 9 février 1844.

Beuttenaere, ennuyé de la vie de garnison et cédant à ses idées belliqueuses, a, comme cela est arrivé parfois à quelques-uns de nos soldats, abandonné son régiment pour se rendre en France, et s'y enrôler dans la Légion étrangère.

Après avoir servi pendant 5 ans en Algérie, il revint en Belgique en 1850, y fut condamné à un mois d'emprisonnement comme déserteur, et, à l'expiration de sa peine, rentra dans son ancien régiment.

A peine réintégré au 1^{er} régiment d'artillerie, le malheureux Beuttenaere eut le bras emporté dans un exercice à feu.

Privé, par suite de ce triste accident, des moyens de subvenir à sa subsis-

tance, il ne peut prétendre à la pension attribuée aux militaires mutilés au service de l'état, que pour autant que la qualité de belge, qu'il a perdue à la suite d'un coup de tête, lui soit rendue.

Ses chefs le considèrent comme méritant à tous égards la faveur qu'il sollicite. Les autorités civiles consultées pensent également qu'il y a lieu d'accueillir favorablement sa demande.

Votre commission croit devoir vous proposer de prendre en considération la demande en naturalisation ordinaire du sieur Beuttenaere, et, se rangeant à l'avis de la commission des naturalisations de la Chambre des Représentants, elle estime que, vu la position exceptionnelle où se trouve ce malheureux soldat, il y a lieu de lui accorder l'exemption du droit d'enregistrement.

Cette demande a été prise en considération par la Chambre des Représentants, dans sa séance du 18 mai 1853, à la majorité de 52 suffrages contre 20.

XII.

Par M. SAVART, sur la demande du sieur THOMAS BAGE, négociant à Bruxelles.

(Voir le n° 27 de la Chambre des Représentants, et le n° 64 du Sénat, session 1851-1852.)

MESSIEURS,

Le sieur Thomas Bage, négociant et propriétaire domicilié à Bruxelles, rue Saint-Jean, est né à Yarm (Angleterre), dans le comté d'Yorck, le 15 novembre 1808.

Le sieur Bage, fixé en Belgique depuis de longues années, s'y trouve à la tête d'un établissement de commerce et jouit d'un crédit et d'une réputation justement mérités.

En 1834, le sieur Bage épousa une demoiselle Nique, Belge de naissance et fille de négociants honorables de Bruxelles.

De cette union sont nés quatre enfants.

Le sieur Bage a concouru à l'ornement de la capitale, par l'érection de maisons de belle apparence.

Il n'a conservé aucun esprit de retour vers son ancienne patrie, tous ses intérêts, toutes ses affections, étant en Belgique.

Le sieur Bage a sollicité de la Chambre des Représentants, la naturalisation ordinaire.

Cette demande a été accueillie par un vote favorable.

Cependant le Sénat n'a pas sanctionné la décision de la chambre.

Le refus du Sénat a été basé sans doute sur ce que le sieur Bage n'avait pas rempli les conditions requises par la loi du 27 septembre 1835, car il manquait au dossier la preuve qu'il était domicilié en Belgique depuis plus de cinq ans.

Peut-être aussi le Sénat a-t-il cru que les enfants du sieur Bage pouvant à leur majorité réclamer la qualité de Belge, il était inutile de naturaliser le père.

L'attention du Sénat n'a pas été éveillée sur les craintes exprimées par le pétitionnaire de voir, par suite de la législation existante, ses enfants dé-

(8)

pouillés de sa succession immobilière s'il décédait pendant qu'ils sont encore en état de minorité et sans qu'ils puissent faire la déclaration de leur volonté de rester Belges, en conformité de l'art. 9 du Code civil.

Le sieur Bage forme aujourd'hui une nouvelle demande en naturalisation ; il produit toutes les pièces requises par la loi, répare l'omission commise, s'appuie sur des certificats qui ne laissent pas planer la moindre ombre sur la moralité de toute sa vie, et offre de payer le droit.

XIII.

Par M. SAVART, sur la demande du sieur WILLIAM STALEY, mécanicien à Molenbeek-St.-Jean, lez-Bruxelles.

(Voir le n° 68 de la Chambre des Représentants.)

MESSIEURS,

Le sieur William Staley, mécanicien, né le 19 janvier 1801, à Winster, comté d'Herbyshire (Angleterre), sollicite la naturalisation ordinaire. Il fait valoir comme titres à l'obtention de cette faveur, que depuis plus de 24 ans il habite la Belgique, qu'il y a le siège de ses affaires, y occupe un grand nombre d'ouvriers, et a épousé une femme belge en 1832.

Devenu veuf, il convola en secondes noces et épousa de nouveau une femme belge.

Le pétitionnaire habite Molenbeek-St.-Jean, possède des propriétés immobilières à Bruxelles et dans les faubourgs, et se trouve en Belgique sans esprit de retour dans son ancienne patrie.

Il joint à sa demande toutes les pièces exigées par la loi, des certificats de moralité, et l'obligation de payer le droit de naturalisation.

Sa demande a été prise en considération par la Chambre des Représentants, à la majorité de 55 suffrages contre 24.

Le Président de la Commission,
J. D'OMALIUS.

Le Secrétaire,
J. VAN SCHOOR.